



EXPÉDITEUR
CHRISTIAN RIVAL

DIRECTION / SERVICE
DIRECTION ECONOMIE, EMPLOI,
INSERTION

SERVICE DEVELOPPEMENT
AGRICOLE, AGRO-ALIMENTAIRE ET
BOIS

Envoyé en préfecture le 28/04/2020
Reçu en préfecture le 28/04/2020
Affiché le 04/05/2020
ID : 026-222600017-20200427-CP20200427_58-DE

PROJET de CONVENTION

ENTRE :

Le Département de la Drôme, sis à l'Hôtel du Département, 26 Avenue du Président Herriot – 26026 VALENCE CEDEX 9 - représenté par la Présidente du Conseil départemental, Madame Marie Pierre MOUTON, dûment habilité aux fins des présentes par délibération de la Commission Permanente du

ci-après dénommé « **le Département** »,

d'une part,

ET :

Le représenté par son Président, ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes,

ci-après dénommé « **le bénéficiaire** »

d'autre part,

VU le Traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne, et notamment son article 108 paragraphe 4 ;

VU le Règlement (CE) n°994/98 du Conseil du 7 mai 1998 sur l'application des articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne à certaines catégories d'aides d'Etat horizontales ;

VU le Règlement (UE) n°1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 au Traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides de minimis publié au JOUE le 24 décembre 2013 ;

VU le régime d'Aide d'Etat - SA 39677 (2014/N) "Aides aux actions de promotion des produits agricoles"

VU l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

VU le décret n°2001-495 du 06 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

VU la Politique départementale en faveur des signes officiels de qualité adoptée par l'Assemblée départementale du **26 Juin 2017** ;

VU la demande formulée par le bénéficiaire le ;

VU la décision de la Commission Permanente, en date du

VU la déclaration du bénéficiaire au sujet des autres aides de minimis relevant du règlement 1407/2013 ou d'autres règlements de minimis au cours des deux exercices fiscaux précédents et de l'exercice fiscal en cours ;

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Le 26 juin 2017 le Conseil départemental a adopté une politique départementale en faveur des signes officiels de qualité et de l'origine le Département. Cette politique vise à renforcer l'attractivité du département de la Drôme en soutenant les signes de qualité en lien avec le territoire afin de:

- pérenniser les Signes d'Identification Géographique (AOP et IGP) via leurs Organismes de Défense et de Gestion.
- améliorer l'accès à ces signes pour les entreprises agricoles et de l'agroalimentaire.
- valoriser ces signes de qualité drômois auprès des consommateurs et des touristes

Afin de mettre en œuvre des actions décrites ci dessous contribuant à l'augmentation de l'attractivité du territoire par la consolidation et développement des signes de qualité, l'organisme a sollicité le Département de la Drôme pour son soutien.

Ces actions s'inscrivant dans sa politique Départementale en faveur des signes officiels de qualité et de l'origine engagée par le Département, celui-ci a accepté sa demande et a ainsi décidé de lui verser une subvention conformément aux conditions qui suivent :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le Département soutient le par le versement d'une subvention dans le but de

ARTICLE 2 : CONSISTANCE DE L'OPÉRATION

En tant qu'Organisme de Défense et de Gestion (ODG) du signe de Qualité, le Syndicat de..... remplit les missions suivantes :

- D'élaborer le projet de cahier des charges et participer à sa mise en œuvre ainsi que celle du plan de contrôle.
- De tenir à jour la liste des opérateurs et la transmettre à l'organisme de contrôle et à l'INAO.
- De participer à la connaissance statistique du secteur, aux actions de défense et de protection du nom, du produit et du terroir ainsi qu'à la valorisation du produit.
- De mettre en œuvre des décisions de l'INAO concernant l'association.
- De proposer à l'INAO le contrôle du cahier des charges.

- D'élaborer conjointement avec l'organisme de contrôle, un plan de contrôle...

L'organisme fait le lien et organise la concertation entre les adhérents et assure sa représentation auprès des pouvoirs publics, des organisations syndicales et professionnelles et toutes autres instances.

Les actions financées dans la présente convention porteront sur :

Pour sa part, le Département s'engage à soutenir financièrement le pour la réalisation de ces objectifs.

Le Département n'attend aucune contrepartie directe de cette contribution.

ARTICLE 3 : DÉTERMINATION DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE DU DÉPARTEMENT

Le budget prévisionnel de l'organisme s'élève €.

Le Département de la Drôme accorde au une subvention de €.

Le bénéficiaire s'engage à mentionner la participation du Département dans tous les documents de communication relatifs à cette opération.

L'aide est allouée sur la base du règlement « de minimis » 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 au Traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides de minimis publié au JOUE le 24 décembre 2013.

Aussi, au regard des actions, le bénéficiaire est une entreprise active dans la production primaire de produits agricoles.

A ce titre, la déclaration de l'association en date a permis au Département de contrôler que le bénéficiaire n'avait pas reçu plus de 200 000 € d'aides de minimis relevant du règlement 1407/2013 ou d'autres règlements de minimis reçues au cours des deux exercices fiscaux précédents et de l'exercice fiscal en cours.

ARTICLE 4: DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de sa signature. Elle prendra fin après versement de l'aide départementale au titre de et respect des obligations réciproques des parties sur cet exercice.

ARTICLE 5 : MODALITÉS DE PAIEMENT

La subvention de € sera versée par le Département selon les conditions ci-dessous :

- Un acompte de 50 % dès la signature de la présente convention.
- Le solde après présentation des justificatifs de réalisation de l'opération et après envoi des pièces suivantes, soit :

1/ Le compte rendu de la dernière Assemblée Générale,

2/ Le compte de résultats et le bilan de l'exercice 2019 (cf. article 7).

3/ **Un récapitulatif des dépenses et les justificatifs correspondants** concernant la mise en œuvre de l'opération subventionnée,

4/ **Un compte-rendu des actions subventionnées et de leurs effets induits.**

Pour chacun des signes de qualité subventionnés les indicateurs seront mentionnés dans leur convention respective en fonction des thèmes indiqués.

Rappel des obligations comptables

Dans le respect de l'article L1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'association est tenue de fournir au Département une copie certifiée de son budget et des comptes de l'exercice écoulé, ainsi que tous documents faisant connaître les résultats de son activité.

Par ailleurs, le bénéficiaire s'engage à respecter les obligations comptables définies par l'article L612-4 du Code de Commerce si elles lui sont applicables.

Ces justificatifs devront parvenir au Département, à l'issue de la manifestation, et en tout état de cause avant le.....

ARTICLE 6 : MODIFICATION OU ABANDON DE L'OPERATION

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de l'administration des conditions d'exécution de la convention par le bénéficiaire, l'administration peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

Par ailleurs, en application de l'article 24 de la loi du 12 avril 2000, une telle décision ne pourra intervenir qu'après que les représentants du bénéficiaire aient été en mesure de présenter des observations écrites et, le cas échéant, sur leur demande, des observations orales. Ils pourront se faire assister par un conseil ou représenter par un mandataire de leur choix.

Ordre de reversement et recouvrement des sommes indues :

A l'issue de cette procédure, si le Département souhaite le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention, diminuer ou suspendre le montant de la subvention, cette décision sera motivée et notifiée au bénéficiaire par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 7 : MODALITES DE CONTROLE DE L'ADMINISTRATION

Le Département contrôle à l'issue de la convention que l'intensité de l'aide n'excède pas 100 % du coût de la mise en œuvre de cette opération.

Pour cela, l'organisme s'engage :

- à mettre en place une comptabilité permettant de suivre les coûts de l'action financée,
- et à faciliter le contrôle par l'administration, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

Le Département peut exiger le remboursement d'une quote-part de sa contribution financière si l'ensemble des subventions publiques obtenues et des recettes d'exploitation excède le coût de revient de l'opération subventionnée.

ARTICLE 8 : ENTREE EN VIGUEUR ET REVISION DE LA CONVENTION

La présente convention prendra effet au jour de la signature par les parties respectives.

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par le Département et le bénéficiaire.

La demande de modification de la présente convention est adressée par lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle comporte, notamment sur les plans budgétaires et financiers. Cette modification ne peut remettre en cause les objectifs généraux de l'activité.

En cas de non-respect par l'une ou l'autre de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tout autre droit qu'elle pourra faire valoir, à l'expiration d'un délai de 3 mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles.

ARTICLE 9 : REGLEMENT DES LITIGES

En cas de litige, l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait en 2 exemplaires originaux,

Valence, le

.....
Président du Syndicat de

Marie Pierre MOUTON
Présidente du Conseil départemental